

SERVICE ECONOMIQUE ET FINANCIER
s.C.41.Italie.111.0 - KO/GRF

Berne, le 11 mai 1990

Situation économique et financière des pays de l'Europe de l'Est

Depuis 1988, la situation économique générale s'est considérablement détériorée. Cette détérioration affecte tous les secteurs. Quatre grands facteurs la caractérisent bien que les nuances soient importantes d'un pays à l'autre :

- a) la balance des paiements des pays de l'Europe de l'Est qui était encore positive en 1988 a été fortement déficitaire en 1989 : si on exclut la Roumanie, les pays de l'Europe de l'Est ont enregistré au total une perte de près de 6 mia. de \$.
- b) accélération de l'endettement : elle résulte pour une bonne part des déficits de la balance des paiements. Si, en 1988, les pays de l'Europe de l'Est avaient enregistré un accroissement modeste de leur endettement, en 1989 l'endettement net total passe de 99 à 115 mia. de \$, soit une augmentation de 16 %. Au-delà de ce qui est matériellement gérable se situe la Pologne avec 41 mia. de \$ de dettes; en situations difficiles se trouvent la Hongrie (21 mia.) et la Bulgarie (9,5 mia.). Ne rencontrent que peu ou pas de problèmes, la RDA, la Tchécoslovaquie et la Roumanie. L'URSS (48 mia.) pourrait peut-être se trouver sous peu dans une situation moins aisée que maintenant.
- c) vide systémique : avec l'introduction de réformes, les pays ont souvent aboli des mécanismes en place, mais ne sont pas parvenus pour l'instant à les remplacer fonctionnellement par d'autres structures. Il en résulte souvent des baisses de rendement, des pertes accrues et d'une façon générale une désorganisation administrative sérieuse.

- 2 -

- d) détérioration d'importants indices économiques. La situation dans certains pays de l'Est commence à présenter des symptômes latino-américains:
- inflation importante : mega-inflation en Yougoslavie (près de 2000 %), taux en hausse dans la plupart des pays.
 - démonétarisation: perte de confiance dans la monnaie nationale et recours accru aux monnaies étrangères pour des transactions usuelles.
 - fuite des capitaux : des mouvements de fuite de capitaux commencent à apparaître en Yougoslavie et en Pologne : les quelques DM ou \$ réalisés sont rapidement mis en compte à l'étranger. A l'exception des éventuels dépôts à l'étranger qu'auraient pu réaliser certains dirigeants, il ne s'agit donc pas de grandes fortunes comme ce fut le cas en Amérique latine, mais plutôt de multitudes de petits placements individuels dont l'addition, à l'échelle nationale, est loin d'être négligeable. Une fuite indirecte de capitaux s'est manifestée également en Hongrie au travers d'achats massifs de touristes hongrois à l'étranger.

Par pays, la situation se présente, dans ses toutes grandes lignes, comme suit :

- URSS. L'Union soviétique traverse une période de déstabilisation potentielle. Cette situation résulte de l'accumulation de trois facteurs principaux :
 - a) persistance, voire aggravation, des pénuries en aliments et en biens de première nécessité;
 - b) Pénurie d'énergie : il manque beaucoup de charbon (grèves de l'été 89), le programme nucléaire est à l'arrêt. L'URSS a d'ailleurs annoncé qu'elle réduirait prochainement ses livraisons de pétrole aux pays de l'Est.
 - c) Persistance, renforcement même, de la montée de mouvements autonomistes économiques et politiques, et de mouvements sociaux revendicatifs; "ras-le-bol" de la population.

- 3 -

Ces éléments s'inscrivent sur un fond d'endettement extérieur en augmentation : l'accroissement, actuellement rapide, sert pour une bonne part à importer des biens de consommation essentiels; par ailleurs, l'URSS ne peut guère accroître les ventes de ses deux principaux produits d'exportation : le pétrole (marché engorgé, oléo- et gazoducs endommagés) et l'or; certains experts craignent, par ailleurs, une forte inflation dans un proche avenir.

- **Pologne.** Un Fonds de stabilisation de \$ 1 milliard a été mis sur pied par les Occidentaux et un crédit-relais de \$ 500 millions a été organisé par la Banque des Règlements Internationaux. La Suisse participe aux deux opérations. La mise en oeuvre du programme économique gouvernemental (avec le soutien notamment du FMI) devrait freiner, voire stopper, la dégradation de la situation économique, mais les coûts sociaux sont élevés. La Banque nationale polonaise a rendu le zloty convertible sur le marché intérieur au 1er janvier 1990. Il est remarquable de voir à quel point la population continue de jouer le jeu et fait confiance au gouvernement. Quelques signaux économiques encourageants se sont d'ores et déjà manifestés : tendance à la reprise de confiance dans la monnaie nationale, stabilisation progressive des prix, freinage de l'inflation (740 % pour 1989 contre 5 % pour les quatre premiers mois de 1990 selon des sources polonaises). M. Mazowiecki a récemment fait état d'une opération de réduction de dette en faveur de son pays, mais l'accord récemment conclu dans le cadre du Club de Paris en faveur d'un cinquième rééchelonnement de la dette extérieure polonaise ne prévoit une telle réduction.
- **Hongrie.** Avec beaucoup d'imagination et de détermination, la Hongrie tente d'éviter de se trouver en situation de devoir rééchelonner sa dette extérieure, ce qui l'amène à jongler avec divers instruments financiers. Non sans risques. La Hongrie fournit un excellent cas d'école démontrant qu'il est possible de passer sans grand dommage d'un système économique centralisé à une économie de marché. Elle mériterait peut-être plus de soutien occidental. C'est dans ce contexte que le DFAE a financé une étude (étude Battelle, voir annexe) sur ce pays. Par ailleurs, un fort mouvement d'investissements américains et japonais se dessine depuis quelques temps. Certains analystes estiment que la Hongrie pourrait devenir une place financière importante en Europe de l'Est.

- 4 -

- **Bulgarie.** La situation économique est critique; son endettement croît rapidement. Par ailleurs, elle a concentré ses relations économiques hors CAEM sur des pays en difficultés (Iran, Iraq, Libye, Syrie) dont les économies ne sont pas florissantes. La Bulgarie a subi le contrecoup de cette situation. La productivité et le rendement des investissements restent faibles. L'exode de 300'000 personnes d'origine turque (3 % de la population) a affaibli l'agriculture.
- **RDA.** La constellation actuelle est dominée par la perspective de la création d'une union monétaire avec la RFA. Des flux considérables de capitaux pour des projets d'investissements vont s'écouler de la RFA vers la RDA, mais l'on doit s'attendre à une augmentation du chômage. Par ailleurs, l'augmentation subite du pouvoir d'achat et la libération des prix créeraient une poussée inflationniste qui devra être neutralisée par une politique monétaire disciplinée de la Bundesbank.
- **Tchécoslovaquie.** Il est encore trop tôt pour déterminer quelle sera l'évolution de la situation économique dans ce pays. On peut néanmoins être optimiste car, en plus de figures politiques charismatiques (Havel, Dubcek), il possède une infrastructure et une tradition industrielle plus développée que les autres pays de l'Est. Elles lui permettront de redémarrer rapidement sur le plan économique une fois les réformes mises en oeuvre et la confiance de la population regagnée. La Tchécoslovaquie a récemment fait acte de candidature au FMI et à l'OCDE. La Suisse va prochainement conclure un accord de protection d'investissements avec la Tchécoslovaquie.
- **Roumanie.** En raison du remboursement accéléré et quasi total de sa dette extérieure en monnaies convertibles et d'une gestion économique aberrante sous l'ancien régime, la Roumanie continue à connaître une situation très difficile. Le changement de régime devrait permettre une amélioration de la situation mais l'infrastructure de production est à reconstruire. Si le faible endettement est un atout, la situation politique demeure incertaine en dépit de la fixation de prochaines élections.

- 5 -

- **Yougoslavie.** La situation est préoccupante. L'économie a été en effet caractérisée par une forte inflation, une faible croissance de la production et une situation d'instabilité macro-économique qui se sont ajoutées à une série de faiblesses et de distortions structurelles anciennes. L'endettement extérieur est important. Il existe néanmoins deux aspects favorables : une balance extérieure qui s'est nettement améliorée en moins de deux ans et un excédent qui pourrait se maintenir si le gouvernement poursuit une politique résolue de stabilisation macro-économique. Le dinar a été rendu convertible au 1.1.90 avec un cours fixé sur celui du D.M.. Il est impossible d'émettre des prévisions tant qu'une assise politique nationale reconnue n'aura pas permis de stabiliser l'économie.

Quant au CAEM (Conseil d'assistance économique mutuelle), considéré comme "obsolète" par la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie, il devra passer par une profonde restructuration pour avoir une chance de survie. Une des décisions les plus spectaculaires prise par la commission financière permanente a été l'abandon du "rouble transférable", unité de compte (non convertible) utilisée jusque-là pour la comptabilisation des échanges. Le "plus rapidement possible", mais au plus tôt dès 1991, on utilisera des monnaies nationales ou des devises convertibles, ce que la Hongrie réclame depuis plus d'un an. Par ailleurs, dans leur commerce réciproque, les pays du CAEM utiliseront les prix mondiaux.

Quant à l'**assistance occidentale**, elle paraît encore modeste face à l'urgence et à l'énormité des problèmes auxquels il faut faire face. Dans ses grandes lignes, elle s'organise principalement dans le cadre du G-24 décidé au Sommet de l'Arche (Paris, juillet 1989). En plus de l'aide humanitaire immédiate, la réponse s'organise autour de 3 grands axes :

- assistance financière : crédits-relais (Pologne, Hongrie), Fonds de stabilisation (Pologne) ou de développement (Yougoslavie), mise sur pied de la Banque européenne de développement (voir plus bas), opérations visant à alléger le poids de la dette (Club de Paris), programmes du FMI et de la Banque mondiale;

- 6 -

- aide économique : élaboration de conditions-cadre favorables (accords de promotion des investissements et de double imposition), octroi de conditions préférentielles, formation de cadres, programmes de protection de l'environnement, promotion des contacts d'affaires, accords économiques bilatéraux;
- soutien politique se manifestant, en dépit de quelques grincements, au travers d'une remarquable concordance de vues occidentales, notamment dans les enceintes internationales (Conseil de l'Europe, CSCE, AELE, OCDE, etc.).

Note sur la BERD

Les statuts de la nouvelle Banque européenne pour la reconstruction et le développement ont été paraphés lors d'une Conférence constitutive tenue à Paris le 9 avril 1990. Son objectif est de promouvoir la transition vers l'économie de marché par l'encouragement et le développement du secteur privé. L'éligibilité au cercle des bénéficiaires est directement liée à la mise en place d'une démocratie pluraliste et à une réforme économique effective. Son capital s'élèvera à 10 mia d'ECU. Tous les pays est-européens, sauf l'Albanie, et ceux de l'OCDE ont pris part aux délibérations et pourront faire partie de la BERD.

Annexe : mentionnée

FINANZ- UND WIRTSCHAFTSDIENST
p.B.15.21.A.(20). - KO/ZKA

Bern, den 15. Mai 1990

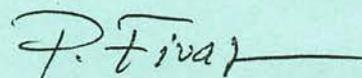
J.C.A. F. M. 0

DG 15. Mai 90 - 16

Offizieller Arbeitsbesuch des Chefs der Politischen Abteilung I,
Botschafter J.C.A. Staehelin, in Bonn, 29. Mai 1990

Auf der Themenliste figurieren u.a. Themen mit Bezug auf die Entwicklung in Osteuropa. In diesem Zusammenhang übermitteln wir Ihnen einen Bericht über die momentane wirtschaftliche und finanzielle Situation der osteuropäischen Länder.

Finanz- und Wirtschaftsdienst
i.A.



(Paul Fivat)

Beilage erwähnt

DG 15. Mai 90 - 16